



LE TEMPS PRESSE !

POUR EN FINIR AVEC LE RÉGIME, POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS ET L'ARRÊT DE LA RÉPRESSION : IL FAUT IMPOSER AUX DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS SYNDICALES UGTA ET CSA QU'ILS APPELLENT AU BOYCOTT ACTIF ET EFFECTIF DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES !

QU'ILS ANNONCENT DÈS À PRÉSENT QU'ILS APPELLERONT À LA GRÈVE GÉNÉRALE POUR EMPÊCHER LA TENUE DU SCRUTIN !

MALGRÉ TOUTES LES TENTATIVES DE RÉDUIRE LA MOBILISATION DU HIRAK, LES RAPPORTS ENTRE LES CLASSES RESTENT INTACTS

Depuis le 22 février, les manifestations du Hirak ont repris. Sans doute le nombre de manifestants n'est plus celui qui existait au départ. Toutes les forces politiques qui depuis des mois proposent le « dialogue inclusif », la « transition consensuelle » avec le régime ont contribué à cet affaiblissement.

Inévitablement il peut y avoir ponctuellement des avancées et des reculs dans la mobilisation du Hirak. De ce point de vue, les manifestations du 20 avril ont démontré la puissance du prolétariat et de la jeunesse à l'occasion de la célébration du double anniversaire des printemps berbères.

Il n'en demeure pas moins que la volonté des manifestants – malgré la répression qui n'a jamais faibli - à l'encontre de ses dirigeants est claire et s'exprime dans les mots d'ordre repris : « pas d'élections avec Tebboune ! Régime, dégage ! ». En même temps, les manifestants s'en prennent à l'impérialisme français avec lequel Tebboune collabore, en particulier au Sahel.

Pour Tebboune, la tenue des élections législatives est une étape décisive pour conforter le régime .

Il le dit lui-même, cité par *Liberté* du 17 avril : « *Le taux de participation importe peu* ».

Il sait que de toute façon il lui est impossible d'obtenir un taux de participation important, tant est profond le rejet du régime. Pour lui, le seul enjeu, c'est que quel que soit le taux de participation, les élections se tiennent.

LA LUTTE DES CLASSES S'INTENSIFIE

Dans le même temps, on assiste à une intensification des grèves et des mouvements sociaux traduisant un regain de la lutte des classes, avec des mobilisations massives pour exiger le paiement des salaires, le rejet des licenciements, la défense des statuts et conventions collectives autant dans les entreprises publiques que dans le secteur privé.

La fonction publique a occupé ces derniers jours une place toute particulière avec les mobilisations et grèves dans le secteur de la santé, de l'éducation, des impôts ou encore de la Poste.

A l'instar de ce qui se passe dans de nombreuses entreprises privées, une revendication essentielle occupe une place centrale dans les mobilisations des travailleurs, celle du libre exercice du droit syndical, l'exigence de disposer de syndicats et de représentants syndicaux indépendants du pouvoir et des patrons.

La grève spontanée qui a secoué la poste d'Algérie en est l'illustration flagrante. Elle met au premier plan la question des salaires, en relation avec la dévaluation du dinar et l'augmentation du coût de la vie qui en résulte.

Un représentant des postiers affrontant le ministre déclare :

« Il existe des employés à la poste qui continuent à toucher 30 à 40 000 DA. Avec la dévaluation du dinar de 23% de janvier 2020 à ce jour, celui qui touche 50 000 DA ne gagne en réalité que 38 850 DA. » (Liberté du 17 avril)

Le problème posé, à La Poste comme ailleurs, c'est celui du rattrapage automatique des salaires sur les prix, celui de l'échelle mobile des salaires.

En même temps, ce que les postiers posent avec force, c'est la question d'un véritable syndicat indépendant de l'État, à l'inverse de l'appareil dirigeant corrompu et vendu de l'UGTA. La direction de la Poste prétend pourtant organiser elle-même la mise en place d'un syndicat maison avec la collaboration de l'appareil de l'UGTA : ainsi, elle annonce avoir « *procédé à "l'installation du comité national chargé de la préparation de la conférence nationale électorale du syndicat de l'entreprise, en vue de prendre en charge les problèmes socioprofessionnels et préparer la tenue de la conférence"*, et ce, *"suite à une décision du secrétaire général de l'UGTA"*. (Liberté du 17 avril)

En même temps, elle menace ouvertement les postiers grévistes de licenciement sans préavis, ni indemnité. Elle vient de sanctionner le salarié qui a osé s'opposer au ministre, en le suspendant.

Depuis des mois, les travailleurs de Numilog combattent pour la reconnaissance de leur section syndicale et la réintégration de 200 salariés au sein de l'entreprise. Nous sommes longuement revenus sur ce conflit dans *Maghreb Socialiste*. Alors même qu'au plus fort de la mobilisation, les travailleurs avaient cherché à saisir la direction de l'UGTA pour qu'elle rompe avec le régime et le patron de CEVITAL, se rendant jusqu'à Alger pour faire valoir leurs exigences, la direction locale du mouvement (UGTA, militants du PST...) a tout fait pour circonscrire cette mobilisation au plan local, ce qui conduit aujourd'hui à l'isolement des travailleurs et ouvre directement la voie à la violente répression de la part du régime, comme cela a été le cas le 14 avril.

Ce qui caractérise l'ensemble de ces mobilisations, c'est le caractère ouvrier des revendications des travailleurs qui font face à une dégradation sans précédent de leurs conditions matérielles d'existence, mais c'est aussi le combat constant pour la défense des libertés démocratiques, en particulier celle de constituer des syndicats.

Mais la classe ouvrière est aujourd'hui coincée entre le marteau de la répression du pouvoir et l'enclume du dialogue social dans lequel se vautrent les dirigeants des organisations syndicales. Pour ce qui est du marteau, de la répression, il est à l'œuvre au quotidien, et il est impossible de faire l'inventaire de toutes les arrestations, licenciements de militants syndicaux, emprisonnements d'activistes du Hirak, journalistes, des exactions perpétrées par la police et les services dont certains jeunes et étudiants ont été victimes.

Il faut le dire haut et fort : la satisfaction des revendications passera nécessairement par le combat pour en finir avec le régime, pour engager le combat pour le vaincre. Cela implique d'imposer aux dirigeants des organisations syndicales UGTA/CSA qu'elles rompent avec Tebboune et son gouvernement.

LE RÉGIME ENTEND POURSUIVRE SA FEUILLE DE ROUTE

Pour Tebboune, il faut frapper vite et fort, il s'agit par l'opération des élections législatives, de consolider le régime, pour accélérer l'offensive contre les masses laborieuses, qui se concentre aujourd'hui dans la liquidation des subventions aux produits de première nécessité, la réforme de la santé, des retraites, etc.

Il s'agit de mettre fin au Hirak quoi qu'il en coûte. Tebboune l'a affirmé :

« Le taux de participation importe peu ». « Quel que soit le taux de participation aux élections, nous exigeons qu'elles soient intègres, transparentes et fassent ressortir celui qui mérite la confiance du peuple ». (Liberté du 17 avril)

Le porte-parole du gouvernement précise :

« “Les partis ont le droit de boycotter”, à tout simplement indiqué le porte-parole du gouvernement. Seuls les partis qui ont servi sous le règne de Bouteflika, à l'image du FLN, du RND et du TAJ, dont le mouvement populaire réclamait la disqualification, les associations satellites dont certaines ont été mises sur orbite récemment et les partis islamistes ont annoncé leur volonté de participer au scrutin. » (Liberté du 17 avril)

Il est vrai que la plupart des composantes de ce qui fut le Pacte de l'alternative démocratique (PAD), partis bourgeois (FFS, RCD, UPC) comme partis se réclamant de la classe ouvrière (PT, PST) ont fini par décider de ne pas participer aux élections législatives sous la pression des masses.

Ainsi, le FFS, secoué par une énième crise suite à l'initiative de rencontrer Tebboune prise par ses dirigeants, a été contraint au final de renoncer à participer au scrutin sous la pression de sa base.

L'UPC a fait de même, ainsi que le Parti des Travailleurs (PT) de Louisa Hanoune qui, après avoir martelé que les élections ne sont pas le sujet, a fini par trancher, craignant d'être discrédité.

Quant au Parti socialiste des travailleurs (PST), dans une déclaration du 6 avril, il indique qu'il ne participera pas aux élections, tout en évitant soigneusement d'appeler au boycott.

Il est très clair, et nous l'avons systématiquement indiqué : **la non-participation au scrutin n'a rien à voir avec le boycott actif et effectif du scrutin. Le boycott effectif, c'est interdire de façon pratique et effective la tenue du scrutin et donc engager le combat pratique contre le régime. La non-participation, c'est dire en gros : laissez faire, il n'y a rien à voir !**

Chacun à sa façon, les partis de l'opposition couvrent le régime en entretenant l'ambiguïté selon laquelle la non-participation serait assimilable au boycott. Les masses en ont fait l'expérience précédemment : l'abstention massive et historique lors de l'élection présidentielle et lors du referendum n'a pas permis à elle seule de faire tomber le régime.

Mais un cap a été franchi dans la félonie par le groupe VOS (Voie ouvrière pour le socialisme).

Cette organisation a décidé dans le cadre d'un « *pôle pour l'alternative ouvrière et populaire* » d'appeler à la constitution de listes pour les législatives.

VOS et son Pôle de l'alternative ouvrière ont décidé, au nom du fait que le Hirak aurait épuisé ses potentialités et ne prendrait pas en compte les revendications démocratiques et sociales, de se « *démarquer du Hirak* » en présentant des listes pour offrir « *une alternative de classe à leurs luttes contre le patronat, contre l'impérialisme, contre l'oppression et la répression* », dans le cadre d'une élection organisée par le régime, et où ils reconnaissent eux-mêmes que « le chef de l'État a tenu de délimiter le champ de la campagne électorale en excluant l'exploitation de la situation sociale ».

Au-delà de la phraséologie pseudo radicale, la décision de VOS n'est rien d'autre qu'une offre de service au régime. Cette décision de participer aux élections organisées par le régime dévoile la nature même des dirigeants de ce groupe, des individus étrangers au mouvement ouvrier, des charlatans, tout simplement des traîtres. Les militants ouvriers sincères, les jeunes militants qui ont pu se fourvoyer en adhérant à ce groupe doivent en tirer les leçons.

Opposer les revendications ouvrières et l'exigence de la chute du régime n'a aucun sens. Toutes les revendications ouvrières se heurtent au régime lui-même. La première revendication, c'est celle de la chute du régime. Comme l'indique Trotsky dans le programme de transition : « *chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois.* »

TRACER UNE PERSPECTIVE

Ce qui est aujourd'hui à l'ordre du jour, c'est le combat pour :

IMPOSER AUX DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS SYNDICALES UGTA ET CSA QU'ILS APPELLENT AU BOYCOTT ACTIF ET EFFECTIF DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES !

QU'ILS ANNONCENT DÈS À PRÉSENT QU'ILS APPELLERONT A LA GRÈVE GÉNÉRALE POUR EMPÊCHER LA TENUE DU SCRUTIN !

Les travailleurs et jeunes qui partagent ces objectifs ou qui veulent en discuter sont invités à prendre contact : maghrebsocialiste@free.fr

le 20 avril 2021